

Les mondes économiques

Grands thèmes et petits instants de l'économie politique

Pierre-Alain Rime – Editions LEP – 2024

Corrigé des ateliers de travail

	Page
Chap. 1 Introduction à l'économie politique	2
Chap. 2 Principaux courants de la pensée économique	4
Chap. 3 L'économie de marché	6
Chap. 4 La monnaie	8
Chap. 5 Les dérèglements monétaires	9
Chap. 6 La croissance économique	11
Chap. 7 Les coûts de la croissance	13
Chap. 8 L'énergie	14
Chap. 9 La démographie	15
Chap. 10 L'économie suisse	16
Chap. 11 Le travail	17
Chap. 12 Les finances publiques	18
Chap. 13 L'Union européenne	19
Chap. 14 Les pays en développement	21
Chap. 15 Le commerce international	22

ATELIER DE TRAVAIL

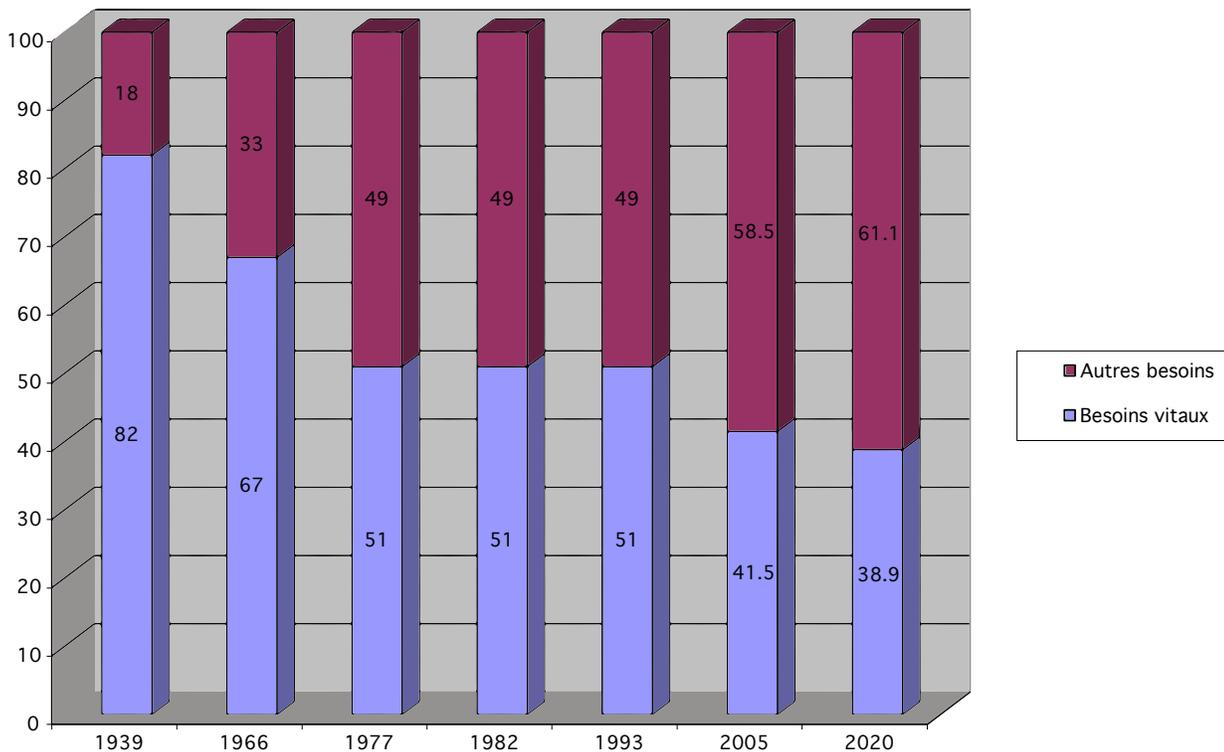
VRAI OU FAUX

1. Faux - vrai - faux
2. Faux - vrai - faux - vrai

Remarques :

Il existe d'autres choses nécessaires à la vie que l'air (l'eau, la nourriture, etc.), mais elles ne sont pas gratuites pour autant. Par ailleurs, morale et économie ne font pas toujours bon ménage. L'économie politique ne s'occupe pas de moralité; elle étudie les faits économiques tels qu'ils se présentent. De plus, la morale est une chose relative qui évolue avec les époques. Il était par exemple immoral d'exiger des intérêts pour un prêt d'argent au Moyen Age. Aujourd'hui, les banques exigent de certains de leurs gros clients – en toute moralité – qu'ils paient pour placer de l'argent chez elles !

TRAVAIL PRATIQUE 1



On remarque que la part des besoins vitaux, qui représentaient plus de 80% des dépenses de consommation des ménages avant la Seconde Guerre mondiale, a régulièrement diminué jusqu'à environ deux cinquièmes de ces dépenses (qui n'incluent pas les dépenses de transfert – impôts et assurances, voir page 264). Avec l'amélioration du pouvoir d'achat, les dépenses destinées à satisfaire des besoins culturels ou psychologiques ont considérablement augmenté. Cependant, en raison du coût élevé des loyers, la part des besoins vitaux dans les dépenses de consommation ne baisse que très lentement plus depuis quelques années.

TRAVAIL PRATIQUE 2

	BIENS MATERIELS	SERVICES	BIENS ECONOMIQUES	BIENS GRATUITS	BIENS DE CONSOMM.	BIENS DE PRODUCTION
Une coupe de cheveux		X	X		X	
La raquette de tennis d'un moniteur	X		X			X
Le blé livré au moulin	X		X			X
Un camion	X		X			X
Le charbon de bois pour le pique-nique	X		X		X	
Le charbon pour une centrale électrique	X		X			X
Une poule pondeuse en batterie	X		X			X
Un œuf	X		X		X	
L'air	X			X		
L'eau du robinet de l'école	X		X		X	
Les connaissances techniques		X	X			X

Remarques :

- si on se place du point de vue du coiffeur, la coupe de cheveux est un bien de production
- du point de vue du joueur, la raquette de tennis est un bien de consommation
- s'il est consommé tel quel sous forme de céréales, le blé est un bien de consommation
- un camion utilisé par certains frustrés dans une course de vitesse (Paris-Dakar, par exemple) est un bien de consommation
- à la fin de leur vie, les poules en batterie (épuisées, déplumées et dépitées) finissent en nuggets et deviennent des biens de consommation
- l'air n'est plus gratuit et devient un bien économique lorsqu'on dépense des milliards pour l'assainir, ou lorsqu'on peut, dans certaines grandes villes du Japon ou de Thaïlande, mettre une pièce dans un distributeur et respirer une bonne bouffée d'air pur !
- même si elle est apparemment gratuite, l'eau du robinet de l'école est financée par les impôts payés par les parents des têtes blondes qui la boivent. Elle est un bien de consommation (élève assoiffé) mais devient un bien de production lorsqu'elle sert au nettoyage des sols.

QUESTIONNAIRE

1. Car ils vont entraîner la production de biens dans le but de satisfaire les besoins éprouvés.
2. Plus on a d'argent, plus on se découvre de nouveaux besoins.
3. Après avoir été satisfait, le besoin de manger qu'éprouve un individu est momentanément relégué derrière beaucoup d'autres pour réapparaître quelques heures plus tard.
4. Les besoins culturels ou psychologiques : la soif de connaissances, la découverte, l'innovation. Plus on apprend, plus on découvre qu'on a à apprendre... La soif de pouvoir peut elle aussi, chez certains, devenir inextinguible.
5. Non, il concerne aussi la société dans son ensemble qui doit effectuer des choix de production, du fait que les moyens à disposition sont limités pour produire tout ce dont elle voudrait disposer.
6. Car ils servent à produire des biens de consommation qui, eux, satisfont directement des besoins.
7. Les biens gratuits ne sont pas rares et peuvent être acquis par chacun sans effort, donc sans coût. Les biens économiques sont rares et ont nécessité un effort de production, une intervention humaine, qui se paie.
8. Il faut avoir d'excellentes notions d'économie politique pour envisager de prendre des mesures de politique économique. Toute politique économique menée sans connaissance des lois économiques est immanquablement vouée à l'échec.
9. Combiner et optimiser au mieux l'utilisation de ces facteurs de production afin de fournir le meilleur produit au meilleur coût, et créer ainsi une valeur ajoutée maximale.
10. L'obsolescence programmée entraîne un gaspillage énorme et la raréfaction rapide de certaines ressources essentielles.

ATELIER DE TRAVAIL

VRAI OU FAUX

1. **Faux.** Il observe et démontre justement le contraire.
2. **Vrai.** Mais l'inflation n'était pas un problème majeur à l'époque de Keynes.
3. **Faux.** C'est l'Etat qui crée les conditions d'amoncellement des métaux précieux.
4. **Faux.** Ne pas confondre avec la révolution *prolétarienne*.
5. **Vrai.** Les critiques de Keynes à l'encontre du système ont pour but de sauver le capitalisme.
6. **Faux.** Elle eut lieu en Russie en 1917, 34 ans après la mort de Marx.

QUESTIONS RELATIVES A LA THEORIE

1. Car l'économie n'était pas un sujet d'étude en soi. On s'intéressait plus à la politique, à l'art de la guerre, à la philosophie ou à la science du droit.
2. La foi était la préoccupation majeure ; l'Eglise, disposant du pouvoir politique, régnait en maître absolu. La religion enseignait la méfiance par rapport à la richesse. Ceci empêche tout démarrage de l'économie.
3. Car la religion interdisait aux chrétiens de se lancer dans de telles affaires. Ainsi, les juifs ont su profiter d'un créneau laissé libre. De plus, les juifs avaient l'interdiction de posséder la terre.
4. Il considère que ces dépenses sont inutiles et que cet argent doit être épargné pour encourager le développement économique qui profitera ensuite à l'ensemble de la collectivité.
5. Car un pays est riche des biens et des services qu'il produit, de ses infrastructures, des compétences de sa population et non pas des métaux précieux qu'il possède. L'argent n'est qu'un moyen, pas une fin.
6. « Laissez faire, laissez passer ». En d'autres termes : « Contentez-vous de la gestion de l'Etat, nous nous occupons de l'économie, et c'est ainsi que le pays se portera au mieux ».
7. Suppression des subsides à l'agriculture qui n'est pas une activité rentable en comparaison internationale – pour la plupart des produits – et développement des secteurs de pointe dans l'industrie et les services.
8. Pas vraiment, car il est mort juste après la Seconde Guerre mondiale (1946). Par contre, le plan de relance de l'économie américaine des années 1930 (New Deal) est nettement marqué de son empreinte.
9. Car Keynes préconise l'intervention massive de l'Etat dans l'économie, ce qui va complètement à l'encontre des théories libérales de l'époque. Plus qu'une évolution, c'était bien une révolution.
10. Il lui reprochait de s'enrichir en exploitant la force ouvrière, soit de garder essentiellement pour elle la plus-value produite par l'ouvrier au travail.

QUESTIONS RELATIVES AUX DOCUMENTS

1. Il leva l'interdiction des prêts à intérêt imposée alors par l'Église. Il le fit pour les prêts de production, conscient des avantages que toute la collectivité pouvait en retirer.
2. Ami de James Watt, l'inventeur de la machine à vapeur (1769), Smith assista au démarrage industriel de l'Angleterre, et comprit très vite que l'humanité entrerait dans une ère nouvelle.
3. L'adjectif est malheureux car Malthus était en fait opposé à ces méthodes. Il leur préférait la contrainte morale : abstinence et chasteté avant un mariage si possible tardif.
4. C'est l'apparition du progrès technique dans le secteur agricole qui se développa environ 30 ans après la rédaction du *Principe de population* (1798). À l'époque de Malthus, les méthodes de travail n'étaient guère différentes de celles du Moyen Âge et les rendements très faibles.
5. C'est la rencontre avec Friedrich Engels (1844) et la lecture de ses œuvres relatives à la misère de la classe ouvrière en Angleterre.
6. Le message politique était le suivant : union des prolétaires, renversement de l'oppression bourgeoise et prise du pouvoir politique (par les voies démocratiques, de préférence).
7. Création d'un système financier international par la mise en place, notamment, d'institutions telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale (voir chapitre 15).
8. Adam Smith *Essai sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776
 Karl Marx *Le capital*, 1867
 John M. Keynes *Théorie générale de l'emploi, de la richesse et de la monnaie*, 1936
 Pierre-Alain Rime *Les mondes économiques*, 2020 ☺

ATELIER DE TRAVAIL

CHOIX MULTIPLE

1. d 2. d 3. a et d 4. b

QUESTIONNAIRE SUR LES DOCUMENTS

- Propriété collective des moyens de production et planification totale de la vie économique par l'Etat.
- A de grosses erreurs de planification (bureaucratie pesante, méconnaissance des besoins des régions périphériques) et au manque de motivation des travailleurs. Comme l'Etat organise toute l'activité économique, le salaire fixé ne peut quasiment pas être influencé par la qualité et le rendement du travail. La démotivation s'installe.
- Connaissance et utilisation des plantes, domestication d'un grand nombre d'animaux et utilisation des chevaux lors des conquêtes. Les maladies véhiculées ont, elles aussi, fait beaucoup de ravages dans les populations autochtones.
- Aucune assurance sociale. Il revenait à chacun de faire des réserves financières en cas de maladie ou d'invalidité, ainsi que pour ses vieux jours.
- 12,5 millions divisés par $13 \times 5000 = 192$ fois. Dans certaines entreprises américaines, on a vu ce coefficient passer à 1000 entre le CEO et l'employé le moins bien rémunéré de l'entreprise.
- Car les acteurs de cette nouvelle économie ne rejettent pas totalement les attributs de l'économie capitaliste. Ils en prennent les bons côtés (liberté, initiative personnelle, innovation et esprit d'entreprise) pour en faire une autre (*alter*) économie, meilleure à leurs yeux.

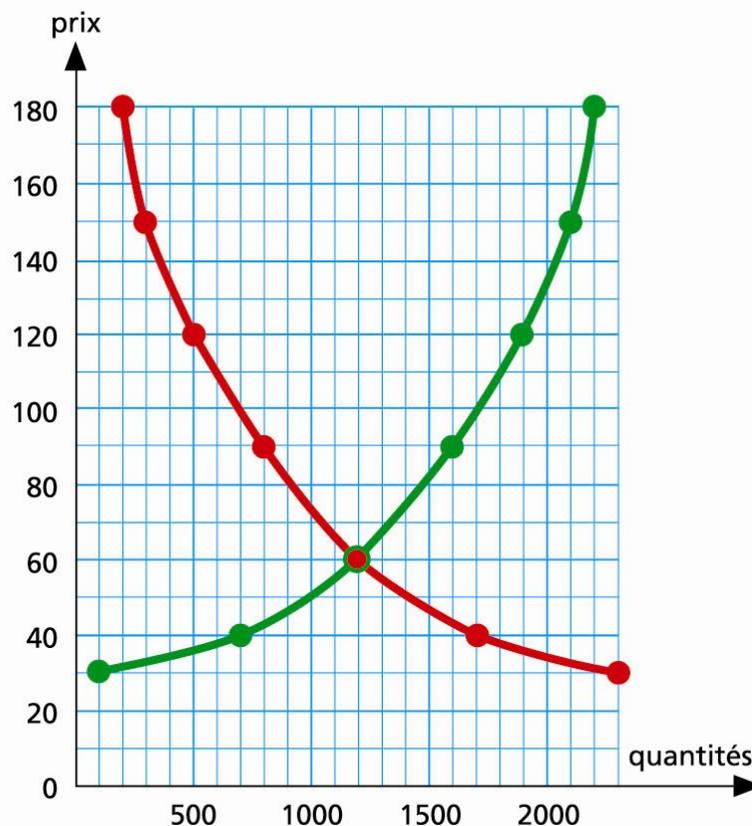
QUESTIONNAIRE

- Car il est soumis aux principes de l'économie de marché, avec une bonne dose d'initiative personnelle, tout en étant guidé à distance par l'Etat qui intervient dans un nombre important de domaines.
- A la bourse, lorsque le prix de certaines actions augmente, la demande augmente elle aussi, car les spéculateurs pensent qu'ils pourront vendre encore plus cher plus tard. Il en est parfois de même sur le marché des œuvres d'art. En fait, cette règle s'observe pour tous les biens spéculatifs, notamment pour l'immobilier et l'or.
- La toute-puissance des propriétaires du capital (bourgeoisie) a conduit à une misère terrible dans le monde ouvrier et a préparé le terrain de la révolte sociale. De plus, sans régulation de l'économie par l'Etat, les crises se sont succédé et ont favorisé le mécontentement général.
- Très bas : Fr. 3'000.- à Fr. 3'500.- par mois pour certains métiers de l'agriculture, de la vente ou de l'hôtellerie. Très élevé : Fr. 25'000.- par mois (et parfois bien au-delà !) pour certaines professions libérales et chefs d'entreprise. Discussion possible autour des thèmes suivants : nombre d'heures effectuées, responsabilités, stress, prise de risques, égalité, etc.

5. Excédent, généralement suivi d'une baisse des prix (ou d'une destruction de stock, comme H&M en 2018 !).
6. Depuis la chute du Mur de Berlin en 1989 et l'effondrement des régimes communistes des pays de l'Est européen et de l'URSS au début des années 1990.
7. Risque de création d'une société à deux vitesses avec, d'un côté, une classe favorisée qui continue à s'enrichir et, de l'autre, une majorité de personnes dont le niveau de vie stagne ou diminue. Risque élevé de mécontentement puis d'explosion sociale. Risque aussi de stagnation de la croissance, car l'argent qui revient à la population fortunée se retrouve placé en bourse ou dans l'immobilier et est ainsi soustrait du circuit de la consommation.
8. Montée des inégalités, agitation sociale, radicalisation politique, dégradation rapide de l'environnement, épuisement des ressources, vieillissement démographique des pays développés, migrations probables dues à la pauvreté des peuples du tiers-monde, etc.

TRAVAIL PRATIQUE

3. a) Fr. 60.-
- b) 1200 articles
- c) Offre 1900 et demande 500, soit un excédent de 1400 articles.
- d) Pression à la baisse qui contraint les vendeurs à réduire le prix s'ils veulent écouler leurs stocks.
- e) Offre 700 et demande 1700, soit une pénurie de 1000 articles.
Pression à la hausse : les vendeurs se rendent compte que certains consommateurs sont prêts à payer plus cher pour obtenir l'article. Ils ne se privent pas d'augmenter les prix.



ATELIER DE TRAVAIL

VRAI OU FAUX

1. **Vrai** Lorsqu'il était en situation d'esclavage.
2. **Faux** Si elles sont relativement rares, elles se conservent par contre très mal.
3. **Faux** C'est plutôt l'argent qui a longtemps joué ce rôle.
4. **Faux** C'est au début du XIX^e siècle (manque de confiance dû, notamment, à l'illettrisme généralisé).
5. **Faux** Les billets de 5 et 500 francs ont disparu alors que celui de 200 est récent (1995).
6. **Vrai** Elle peut varier d'un individu à l'autre, d'un endroit à l'autre ou d'un moment à l'autre.
7. **Faux** La BNS n'est pas une banque commerciale.
8. **Vrai** En prêtant de l'argent qu'elles n'ont pas sous forme de crédits (mais sous contrôle de la BNS).
9. **Vrai** Au même titre que le loyer, les salaires, les charges sociales, etc.
10. **Faux** Elle va décourager l'emprunt et l'investissement et ainsi freiner l'économie.
11. **Faux** La monnaie électronique n'est qu'un moyen moderne de circulation de la monnaie scripturale.
12. **Vrai** Certains cantons alémaniques étaient favorables au florin lors de la création du franc en 1850.
13. **V / F** Vrai si l'intérêt négatif est *supérieur* à la baisse des prix (taux d'int. : -0,5% ; inflation : -0,2%)
Faux si l'intérêt négatif est *inférieur* à la baisse des prix (taux d'int. : -0,5% ; inflation : -0,8%)
14. **Faux** Un franc fort pénalise nos exportateurs en renchérissant les produits suisses à l'étranger.

QUESTIONNAIRE

1. Ses inconvénients sont beaucoup trop nombreux. Il faut en effet que deux personnes attribuent au même moment la même valeur à des biens différents, tout en souhaitant acquérir le bien de l'autre.
2. Le sel se conserve relativement bien, était rare à l'époque, est facilement transportable et divisible à souhait.
3. Il fallait les peser pour connaître la quantité précise de métal fin qu'elles contenaient. Le trébuchait (petite balance) donna son nom à l'expression « espèces sonnantes et trébuchantes ».
4. A l'époque, les monnaies métalliques avaient de la valeur parce qu'elles étaient faites de métal précieux. La valeur intrinsèque est la valeur propre de ces pièces.
5. Elle permet la circulation facilitée de la monnaie scripturale, mais n'est pas en elle-même une nouvelle forme de monnaie. Les cryptomonnaies, elles, le seront peut-être un jour.
6. Lorsque l'euro vaut Fr. 1,05. En effet, à ce moment-là, le franc suisse vaut 0,95 euro. Par contre, lorsque l'euro vaut Fr. 1.15, le franc suisse ne vaut que 0,87 euro. Plus le cours de l'euro augmente (en francs suisses, plus la valeur du franc suisse (en euros) diminue.
7. Elle « injecte » de l'argent frais dans le circuit économique, généralement par la baisse des taux directeurs. Lorsque ceux-ci sont au plus bas, comme actuellement, elle utilise des mesures dites non-conventionnelles (achats massifs de devises étrangères, notamment).
8. Dès le XVI^e siècle, lorsqu'on s'est aperçu que l'emprunt crée des emplois et participe au développement économique et social (relire passage sur Calvin, chap. 2, pages 22-23).
9. Car le risque est faible que les déposants exigent tous en même temps de récupérer les billets déposés.
10. La baisse des taux d'intérêt encourage la consommation et l'investissement. Elle peut amener une relance de l'économie.

ATELIER DE TRAVAIL

VRAI OU FAUX

1. **Faux** Ceci est la définition de la *désinflation*.
2. **Vrai** C'est seulement si l'offre ne réagit pas (inélasticité) que les prix augmenteront.
3. **Faux** Elle apparaît pour la première fois aux Etats-Unis en 1957, puis en Europe vingt ans plus tard.
4. **Faux** Elle les fait tripler. Le pourcentage d'inflation se rapporte uniquement à la *hausse* du prix.
5. **Faux** Un très léger niveau d'inflation (proche de 2%) est souhaitable pour une économie.
6. **Vrai** Le but est de décourager temporairement acheteurs et investisseurs de faire usage de leur argent.
7. **Faux** La Suisse a aussi connu une assez longue période (2012 à 2016) d'inflation négative.
8. **Faux** Il ne tient pas compte des dépenses de transfert, notamment assurances et impôts (voir p.264).
9. **Faux** L'inflation existait déjà du temps des Romains puis, plus tard, au Moyen Age.
10. **Vrai** Le pouvoir d'achat et le salaire réel sont synonymes.

TRAVAIL PRATIQUE 1

Rubriques	indices nov. 2020	coeff. de pondération	coefficient x indice	indices déc. 2020	coeff. de pondération	coefficient x indice
Aliment., boissons non alcool.	102,3	10,5	10,74	102,1	10,5	10,72
Boissons alcoolisées et tabac	101,1	2,8	2,83	100,7	2,8	2,82
Habillement et chaussures	99,8	3,4	3,39	100,5	3,4	3,42
Logement et énergie	107,5	25,0	26,88	107,7	25,0	26,93
Equipement, entretien courant	101,6	3,8	3,86	101,8	3,8	3,87
Santé	104,5	15,7	16,41	104,9	15,7	16,47
Transports	104,6	11,0	11,51	103,9	11,0	11,43
Communications	99,1	2,9	2,87	98,8	2,9	2,87
Loisirs et culture	100,7	8,4	8,46	100,7	8,4	8,46
Enseignement	102,0	1,0	1,02	101,8	1,0	1,02
Restaurants et hôtels	104,5	9,4	9,82	104,9	9,4	9,86
Autres biens et services	103,2	6,1	6,30	103,8	6,1	6,33
		100,0			100,0	
1. Niveau de l'indice mensuel			104,09			104,20

2. $[(104,2/104,09) - 1] \times 100 = 0,1057\%$
3. $[1,001057^{12} - 1] \times 100 = 1,28\%$
4. Parce que chaque rubrique de l'indice n'a pas le même poids. Le logement et l'énergie comptent pour un quart (25,0%), alors que l'enseignement ne représente que 1,0% de l'ensemble des dépenses.

TRAVAIL PRATIQUE 2

- a) $640 \times 0,998 \times 1,000 \times 0,989 = \text{Fr. } 631,69$
- b) $631,69 \times 0,996 \times 1,005 \times 1,009 \times 1,004 = \text{Fr. } 640,55$
- c) $[(640,55/640) - 1] \times 100 = 0,01\%$ ou $[(0,998 \times 0,989 \times 0,996 \times 1,005 \times 1,009 \times 1,004) - 1] \times 100 = 0,01\%$
Et non pas : $-0,2 - 1,1 - 0,4 + 0,5 + 0,9 + 0,4 = 0,1\%$ puisque la variation de prix est cumulative année après année.
La différence est dans ce cas quasi inexistante en raison de taux d'inflation très bas, mais la méthode de calcul serait fautive.

TRAVAIL PRATIQUE 3

- a) 1) 101.- 2) 110.- 3) 200.- 4) 600.- 5) 1'100.- 6) 10'100.-
 formule : $[(\text{inflation}/100) \times \text{prix de base}] + \text{prix de base} = \text{nouveau prix}$
- b) $100 \times 1,1^3 = \text{Fr. 133,10}$
- f) 1^e année : 100 → 10'100.-
 2^e année : 10'100 → 1'020'100.-
 3^e année : 1'020'100 → **Fr. 103'030'100.-**

TRAVAIL PRATIQUE 4

Les prix passent de 100 à 115, alors que le salaire passe de 100 à 110.

- a) 100/100 : pouvoir d'achat de 1 110/115 : pouvoir d'achat de 0,957
Baisse du pouvoir d'achat de : $1 - 0,957 = 0,043$, soit **4,3%**
- b) 100/100 : pouvoir d'achat de 1 115/110 : pouvoir d'achat de 1,045
Augmentation du pouvoir d'achat de : $1,045 - 1 = 0,045$, soit **4,5%**
- c) Comme les prix ont augmenté de 1,4% entre 2014 et 2017 $[(0,996 \times 1,005 \times 1,009 \times 1,004) - 1] \times 100 = 1,4\%$, passant de 100 à 101,40% et comme mon salaire n'a pas augmenté, mon pouvoir d'achat a baissé de **1,38%** (100/101,4).

QUESTIONNAIRE

- Car les habitudes de consommation évoluent, donc le poids des différentes rubriques de l'indice doit être ajusté.
- L'argent épargné perd de sa valeur à mesure que l'inflation progresse. Cette situation risque de décourager les épargnants. Or un pays a besoin d'épargne pour investir et progresser économiquement et socialement.
- Le but de ce genre de politique est de réduire la masse monétaire en circulation et de freiner une économie qui s'emballe. Appliquée avec trop de rigueur, elle risque d'engendrer une récession économique due à la cherté de l'argent (hausse des taux d'intérêt). Elle peut même entraîner une hausse importante du nombre de chômeurs.
- La hausse des prix incite les travailleurs à demander des augmentations de salaires, qui – si elles sont accordées – renchériront les produits vendus, ce qui poussera ces mêmes travailleurs à exiger une nouvelle hausse de salaire. Autre explication : craignant l'inflation, les gens se ruent sur les produits avant que les prix n'augmentent. Cette demande supplémentaire entraîne la hausse des prix. Voulant échapper à l'inflation, les gens la provoquent.
- La lutte contre le côté inflation de la stagflation risque d'entraîner le chômage (politique restrictive), et la lutte contre le côté chômage (politique de relance) comporte d'importants risques de relance de l'inflation.
- Au début des années 1990. Pointe à 6,6% (sur 12 mois) en juillet 1991. Mini-pic à 2,4% en 2008.
- Les deux plaies de l'économie évoluent généralement de façon inverse. En combattant l'une, on renforce l'autre. Les pays développés ont choisi de lutter contre l'inflation (en raison des risques extrêmes que laisse planer une inflation non maîtrisée) quitte à endurer un taux de chômage parfois élevé.
- La déflation est le problème économique le plus grave, à partir du moment où elle affecte les salaires. Si elle n'est pas contrée par une politique de relance efficace, la déflation peut entraîner l'économie dans une grave dépression.
- La disparition totale de la confiance dans une monnaie qui perd chaque jour de sa valeur conduit une population à remplacer cette monnaie par une autre, en laquelle elle fait davantage confiance (par le dollar américain dans certains pays d'Amérique du Sud, par le rand sud-africain et le dollar américain au Zimbabwe, par le deutsche mark puis l'euro dans certains pays d'ex-Yougoslavie).
- Politique déterminée de relance, de baisse des taux, d'encouragement à la consommation et à l'investissement.

ATELIER DE TRAVAIL

VRAI OU FAUX

1. **Faux** Seule la comparaison des chiffres réels le permet. Il faut enlever les effets des variations de prix.
2. **Faux** La Chine a débuté 10 ans avant (vers 1980, tandis que l'Inde a dû attendre les années 1990).
3. **Faux** Elle existe et indique une diminution de la valeur de la production annuelle d'un pays.
4. **Faux** Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la notion de croissance n'existait pas. Survivre était déjà bien.
5. **Faux** Des modèles mathématiques, parfois contestés, permettent ce genre de mesures.
6. **Vrai** En mélangeant des critères économiques, de santé et d'éducation, l'IDH permet de suivre l'évolution de la qualité de vie et du développement des populations.
7. **Faux** C'est à partir de 2 trimestres consécutifs de croissance négative qu'on dit qu'un pays entre en récession.
8. **Vrai** Certains pays dépourvus de ressources naturelles (Suisse, Japon) ont néanmoins une économie forte.
9. **Faux** Le PIB comptabilise la valeur ajoutée créée par les entreprises suisses et étrangères en Suisse.
10. **Vrai** L'application des théories keynésiennes rendit, à l'époque, un grand service à l'économie mondiale.

TRAVAIL PRATIQUE 1

1. 2015 : + **1,3%** – 2016 : + **1,7%** – 2017 : + **1,8%** – 2018 : + **2,8%** – 2019 : + **0,4%**
2. $698,54 - 649,72 = 48,82$ $(48,82 \times 100) / 649,72 = 7,51\%$
3. $703,29 - 649,72 = 53,57$ $(53,57 \times 100) / 649,72 = 8,25\%$
4. En raison de la baisse des prix caractéristique de la période 2012 à 2016, le PIB réel a plus progressé que le PIB nominal frappé de plein fouet par l'inflation négative des années en question. Changement de cap dès 2017.
5. $703,29 / 649,72 = 1,08245$
Racine cinquième de 1,08245 = 1,01597
 $(1,01597 - 1 \times 100) = 1,597\%$ de croissance annuelle moyenne sur 5 ans
6. $698,54 \times 0,95 \times 0,99 = 656,98$ milliards de francs (situation imaginée en juin 2020, après 4 mois de pandémie)

TRAVAIL PRATIQUE 2

Asie :	$(1,06)^{10} = 1,7908$	la production passe donc de 100 à 179,08%
Afrique	$(1,01)^{10} = 1,1046$	la production passe donc de 100 à 110,46%

L'écart de production est de $(179,08 - 110,46) \times 100 / 110,46 = 62,12\%$

TRAVAIL PRATIQUE 3

Europe :	$5 \times 1,01^5 = 5,26$	la production passe de 5 à 5,26
Asie	$1 \times 1,06^5 = 1,34$	la production passe de 1 à 1,34
L'écart de production après 5 ans n'est plus que de :	$5,26 / 1,34 = 3,9$	fois
L'écart de production après 20 ans n'est plus que de :	$6,1 / 3,21 = 1,9$	fois
L'écart de production après 50 ans devient... :	8,22 contre... 18,42	

C'est le pays asiatique qui produit maintenant **2,2 fois plus !**

Ces calculs sont établis évidemment avec des chiffres très fictifs. Il n'est pas concevable, dans l'environnement économique actuel, de maintenir des taux de croissance élevés pendant des décennies.

TRAVAIL PRATIQUE 4*

Taux de 5%	$1,05^x = 2$	$x = \log 2 / \log 1,05 = \mathbf{14,2 \text{ années}}$
Taux de 3%	$1,03^x = 2$	$x = \log 2 / \log 1,03 = \mathbf{23,4 \text{ années}}$
Taux de 1%	$1,01^x = 2$	$x = \log 2 / \log 1,01 = \mathbf{69,7 \text{ années}}$

$$700 \times 1,025^x = 1000$$

$$1,025^x = 1000 / 700$$

$$1,025^x = 1,42857$$

$$x = \log 1,42857 / \log 1,025$$

$$x = 14,44$$

PIB nominal de 1000 milliards de francs atteint dans 15 ans, soit en **2034**.

TRAVAIL PRATIQUE 5*

$$10 \times 1,01^x = 1,04^x$$

$$10 = (1,04/1,01)^x$$

$$10 = 1,029703^x$$

$$x = \log 10 / \log 1,029703$$

$$x = 78,67 \text{ soit presque } \mathbf{79 \text{ ans}}$$

QUESTIONNAIRE

- En situation de confiance, les consommateurs consomment, les investisseurs investissent et la croissance économique est au rendez-vous. La confiance dépend de la stabilité du système politique, de la compétitivité de l'économie, de la situation personnelle du consommateur, des résultats de son entreprise, des perspectives de l'économie mondiale, etc.
- Un week-end meurtrier sur les routes, un bon embouteillage, les frais de nettoyage dus à la pollution, les actions de la police et de la justice contre la criminalité, les coûts de la dépression, la déforestation, les ventes d'armes, etc.
- L'ampleur du travail au noir se décèle en analysant les chiffres du PIB obtenus par différentes méthodes de calcul. Si le PIB, calculé selon l'approche des revenus, est plus bas que celui calculé selon l'approche par la dépense (voir doc. 1, page **XXX**), on peut estimer que la différence représente des revenus non déclarés, donc du travail au noir. On peut dire que : travail au noir = PIB selon approche par la dépense – PIB selon approche par le revenu
- Le niveau des salaires et celui des prix.
- Il s'agissait de crises de sous-production, c'est-à-dire de mauvaises récoltes dues principalement aux conditions atmosphériques, aux ravageurs (insectes, champignons), aux guerres, aux épidémies, etc.
- Les deux chocs pétroliers, soit l'explosion des prix du pétrole en 1973, puis à nouveau en 1979.
- A cause du niveau élevé de ses prix qui réduit sensiblement le pouvoir d'achat réel de la population.
- Dans un premier temps, un risque non négligeable de voir quelques entreprises fermer et s'établir dans les pays en développement (délocalisation). Dans un deuxième temps cependant, au fur et à mesure que ces pays se développeront, ils accentueront leur demande de biens d'équipement qu'ils ne sont pas encore à même de produire (télécommunications, infrastructures énergétiques, usines clé-en-main, etc.) et leur développement industriel sera alors profitable aux pays occidentaux. On constate que la mondialisation crée très nettement plus d'emplois chez nous qu'elle n'en supprime (plus d'informations au chap. 15).
- Le boycott de leurs produits pour des raisons de sécurité, de protectionnisme ou pour faire pression en matière écologique ou de droits humains. Les autres risques sont politiques (soulèvement des régions opprimées ou effritement du parti communiste). La montée des inégalités représente aussi un risque non négligeable de crise sociale. La hausse des salaires et le vieillissement de la population sont des défis auxquels la Chine doit également faire face. N'oublions pas la pollution qui accroît le sentiment d'insatisfaction parmi la population.
- Savon (Sumériens 2500 ans av. J.-C. !) - bulbes (1637) – immobilière (1990) – internet (2000) – crédit (2007).

ATELIER DE TRAVAIL

VRAI OU FAUX

1. **Faux** Les coûts écologiques et sociaux commencent à annuler les bienfaits des progrès obtenus.
2. **Vrai** Burn-out = épuisement professionnel.
3. **Faux** C'est le contraire (poids en kg divisé par la taille en mètre au carré).
4. **Faux** 80% des rejets de CO₂ sont dus à l'usage des énergies fossiles.
5. **Vrai** 14,6 t par hab./an contre 4,4 t en Suisse (rapport AIE 2019, chiffres 2017).
6. **Faux** L'effet de serre est naturel. L'action de l'homme ne fait que le renforcer.
7. **Vrai** Environ le double de la moyenne mondiale à cause de notre position géographique particulière.
8. **Faux** Plus d'activités d'été, mais beaucoup moins de nuitées hivernales, qui rapportent plus.
9. **Vrai** Ce sont les deux principaux secteurs de consommation des énergies fossiles.
10. **Faux** Il faudrait 2,8 planètes Terre si tout le monde vivait "à la Suisse" et 5 pour les Américains !

QUESTIONNAIRE

1. En cas d'absence ou de faible croissance, la montée du chômage pourrait bien entraîner les citoyens à choisir un autre gouvernement aux prochaines élections... La croissance est également nécessaire pour affronter un endettement public démesuré (voir chap. 12), faire face au vieillissement de la population et tenter de réduire les inégalités.
2. Les « boulots à la con » ou « jobs alimentaires » génèrent des sentiments d'insatisfaction ou d'inutilité, et interrogent sur le sens que l'on donne à son travail. Une sensation de *brown-out* (baisse de tension, baisse d'intérêt) peut en résulter, et déboucher sur diverses pathologies... ou l'envie de tout plaquer.
3. La sédentarité et la malbouffe, souvent générées ou accentuées par une vie professionnelle stressante.
4. Dioxyde de carbone (CO₂) et méthane (CH₄). Le CO₂ représente plus des deux tiers des émissions de GES.
5. La Chine, en raison du fort usage fait du charbon pour soutenir son exceptionnelle croissance économique.
6. Réchauffement prévu de 1°C et 4°C durant ce siècle. Il ne faudrait pas aller au-delà de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle. Or, durant les XIX^e et XX^e siècles, plus de la moitié de cette progression a déjà été constatée.
7. Dans les régions pauvres, celles des pays en développement. Associé au manque d'eau, le réchauffement pourrait provoquer de grandes famines. Ces pays n'auront pas les moyens de lutter contre les effets du réchauffement et notamment ceux induits par la montée des eaux.
8. Le réchauffement va frapper de plein fouet des populations déjà pauvres. Or, la misère des masses est un terrain miné pour la paix mondiale.
9. Points positifs : tous les pays du monde ont signé (avant le retrait américain de 2017) ; promesse de revoir les objectifs tous les 5 ans ; aide aux pays pauvres pour faire face aux conséquences du réchauffement. Bémol : pas de quotas de réduction des émissions de CO₂ imposés ; on compte sur la pression de la communauté internationale pour forcer les plus récalcitrants, on fait donc une grande confiance aux Etats. Rappelons que tous les pays du monde ont signé l'accord qui interdit la torture... Il est facile de signer un accord ; le mettre en application est une autre affaire...
10. L'ozone au sol et la pollution aux particules fines.

ATELIER DE TRAVAIL

VRAI OU FAUX

1. **Faux** Ce fut le charbon.
2. **Vrai** Les économies doivent se concentrer en priorité sur ces deux secteurs.
3. **Faux** Inférieure grâce aux énergies renouvelables, notamment l'hydroélectricité.
4. **Faux** La Russie et les Etats-Unis figurent dans les trois premiers pays producteurs avec l'Arabie.
5. **Faux** Energie la plus polluante. Pour le CO₂, on a des doutes sur le méthane émis par gaz et pétrole.
6. **Faux** Depuis 2006, rien ne sort de Suisse ; les déchets sont stockés dans des entrepôts provisoires.
7. **Faux** Seule l'explosion de la centrale de Tchernobyl en 1986 a tué des gens en masse.
8. **Vrai** Pour autant qu'on se donne la peine de replanter lorsqu'on déboise, ce qui est le cas en Suisse.
9. **Faux** Ne pas confondre avec la biomasse. La géothermie tire son énergie de la chaleur de la terre.
10. **Faux** Ce serait la fusion nucléaire. La fission, elle, est réalisée dans les centrales classiques actuelles.

QUESTIONNAIRE

1. Le gaz naturel (ou le nucléaire, même si son usage civil a débuté dans les années 1960 déjà).
2. Seul un peu plus d'un quart de l'énergie totale utilisée en Suisse (26,1 % en 2019) est produite dans notre pays. Tout le reste doit être importé, ce qui renforce la vulnérabilité économique de notre pays.
3. Pétrole : polluant, réserves classiques sur le déclin, nouveaux pétroles de schiste, usage pratique.
Gaz naturel : un peu moins polluant (pas si sûr !), grandes réserves de gaz de schiste, usage pratique.
Charbon : très polluant, très grandes réserves, usage peu pratique (gros volumes, saleté).
4. La différence s'explique par les taxes perçues par l'Etat. Le mazout est relativement peu taxé, alors que l'essence fait l'objet d'une taxe très importante.
5. Parce qu'elle présente, d'une part, un potentiel énergétique fabuleux et, d'autre part, un potentiel de nuisance (risque d'explosion et de contamination, stockage des déchets) encore plus remarquable.
6. La pollution engendrée et le réchauffement climatique déjà visible vont nous contraindre à revoir totalement notre rapport à l'énergie.
7. Les biocarburants sont tout sauf *bio* : usage de grandes quantités d'eau, mécanisation à outrance, gros emploi de produits chimiques, déforestation et transports sur de longues distances. De plus, ils nécessitent l'usage de terres qui pourraient servir à la production alimentaire. Ces *agrocarburants* deviendront une solution lorsqu'on saura les faire pousser sur des terres arides délaissées par l'agriculture, ou en utilisant des déchets forestiers ou agricoles. C'est pour bientôt, paraît-il.
8. Les industriels des pays développés se réjouissent de disposer d'une énergie abondante et bon marché (même s'il s'avère que les coûts d'extraction sont nettement plus élevés que prévu), elle renforcera leur compétitivité. Il y a, par contre, de quoi être inquiet d'un point de vue environnemental en raison des émissions de CO₂ et de l'usage de grandes quantités d'eau et de produits chimiques très polluants.
9. Car la production actuelle d'hydrogène nécessite l'usage d'énergies polluantes ! L'hydrogène sera une véritable solution à l'impasse énergétique lorsqu'elle pourra être produite à l'aide d'énergies propres.
10. Près de 60% de l'électricité est produite avec de l'énergie hydraulique et un tiers avec l'énergie nucléaire. La production d'électricité en Suisse s'effectue presque sans énergie fossile et sans émissions de gaz à effet de serre, si on excepte ceux émis lors de l'extraction de l'uranium.

ATELIER DE TRAVAIL

REponses COURTES

- | | |
|---------------------------------------|---|
| 1. 8 | 80 millions d'habitants de plus chaque année sur la planète entre 2020 et 2025 |
| 2. Un quart | 25,3% au 1 ^{er} janvier 2020 |
| 3. 10 | 1 milliard de Terriens vers 1800 ; 10 milliards annoncés juste après 2050 |
| 4. Phase 3 | Juste avant la phase de stabilité (selon schéma de la page 229) |
| 5. 1 milliard (... et 50 mio.) | La population indienne est plus que quatre fois supérieure à celle des Etats-Unis |
| 6. 2,4 – 1,6 – 1,5 (ou moins) | Au début des années 1960, on comptait presque 5 enfants par femme dans le monde |
| 7. 10 millions | Scénario moyen envisagé par l'Office fédéral de la statistique |
| 8. Un quart | Les trois quarts de la croissance récente sont dus aux mouvements migratoires |
| 9. L'Allemagne | On comptait environ 320'000 ressortissants allemands en Suisse au début 2020 |
| 10. La Silver Economy | L'économie orientée sur les besoins des 3 ^e et 4 ^e âges. |

QUESTIONNAIRE

- La transition démographique. Ce passage de taux élevés de mortalité et de natalité à des taux bas, qui touche tous les pays du monde entre 1800 et 2050, va multiplier la population par dix en deux siècles et demi.
- Dans les bidonvilles, où s'accumulent les populations pauvres, l'enfant n'a pas la même « utilité » qu'à la campagne. Les familles pauvres décident alors d'en avoir moins. Population citadine mieux informée aussi.
- Amélioration du niveau de vie : lorsque les populations pauvres vivent mieux, elles font moins d'enfants ; amélioration du degré d'instruction : nécessaire pour atteindre l'objectif précédent ; amélioration du statut de la femme : instruites et actives professionnellement, les femmes auront des enfants plus tard et en nombre réduit.
- Vers la fin du XXI^e siècle, en raison du vieillissement de la structure de population et de la baisse générale de la fécondité. La transition sera terminée et l'humanité devrait entrer dans une phase de déclin démographique.
- Pour des raisons de protection immunitaire ; les femmes donnant la vie, elles ont été dotées d'un système de défenses immunitaires supérieur à celui des mâles qui se contentent, eux, de fournir la semence.
- Il faudrait un taux stable de 2,07 enfants par femme (taux de renouvellement des générations). On en est loin ; depuis plus de 45 ans, il stagne autour de 1,5.
- Les pistes les plus couramment évoquées sont :
 - augmentation de l'âge de la retraite
 - baisse du niveau des rentes
 - augmentation des prélèvements sociaux
 - augmentation de la TVA
 On peut imaginer qu'on s'achemine à terme vers un *mix* de ces solutions.
- Aucun ! Ce sont les mêmes individus. Nés en masse dans les années 1950 et 1960, leur imminente arrivée à la retraite va générer un papy-boom encore jamais observé.
- Au début du XX^e siècle. Vers 1900, la population étrangère avait frôlé la barre des 15% de la population totale. On avait alors fait appel à cette population pour construire routes, ponts, voies de chemin de fer, barrages et hôtels de luxe. C'était la première *vague* d'immigration. La deuxième viendra avec les Trente Glorieuses.
- Jamais la Suisse n'a eu un tel pourcentage de population active par rapport à la population totale, situation idéale pour l'économie d'un pays. Le vieillissement généralisé de la structure de population (moins de jeunes, moins d'actifs et plus de seniors) est en train de mettre fin à cette période d'euphorie.

ATELIER DE TRAVAIL

VRAI OU FAUX

1. **Vrai** Le Jura, les Préalpes et les Alpes couvrent 70% du territoire helvétique.
2. **Faux** A l'exception des produits laitiers, notre approvisionnement provient en grande partie de l'étranger.
3. **Vrai** L'attrait des destinations exotiques et la cherté de nos forfaits pénalisent notre tourisme national.
4. **Faux** Il résulte de la combinaison entre le niveau des salaires nominaux et le niveau des prix.
5. **Vrai** On compte plus d'un million d'actifs dans le secteur secondaire en Suisse.
6. **Faux** C'est la Chine qui vend le plus de montres, mais c'est la Suisse qui encaisse le plus de recettes.
7. **Vrai** Les dépenses de transfert pèsent de plus en plus lourd dans le budget des ménages.

QUESTIONNAIRE

1. La population suisse souffrait de malnutrition et était sujette à des maladies (choléra, malaria, goitre, etc.). Les infrastructures ferroviaires étaient inexistantes et les routes chaotiques. Le visiteur anglais a dû trouver la situation... *shocking* ! Heureusement que les panoramas étaient à la hauteur...
2. Climat rude, altitude moyenne élevée, morcellement du territoire, qualité du sol relativement médiocre.
3. En 2019, la Suisse romande représentait 25,9% de la population suisse totale et produisait 24,2% de son PIB. Le PIB par habitant du Suisse romand moyen atteignait seulement 93,6% du niveau national.
4. On parle parfois de diversification contrainte : dépourvue de matières premières, la Suisse fut forcée de se diversifier. En multipliant les secteurs d'activité, en développant son intelligence industrielle, elle a apporté la preuve (comme le Japon) qu'un pays peu gâté par la nature peut réussir sur le plan économique. A contrario, un pays comme la Russie est très dépendant de ses exportations de matières énergétiques (pétrole et gaz).
5. Les meilleurs clients du tourisme suisse sont... les Suisses, qui dépensent plus de 20 milliards de francs par année dans leurs activités touristiques nationales. Viennent ensuite les Allemands... et bientôt les Chinois.
6. L'industrie – ainsi que l'artisanat et l'énergie – (plus de 700'000 actifs) et la construction (plus de 350'000).
7. En 2016, l'écart de salaire se situait à 18,3% pour le salaire moyen et à 11,5% pour le salaire médian. Six dixièmes de cet écart tiennent au fait que les femmes occupent moins de postes dans les échelons supérieurs les mieux rémunérés. Les quatre dixièmes restants sont de la pure, simple et intolérable discrimination.

ARITHMETICONOMIE

1. Homo sapiens, depuis environ 300'000 ans.
2. Selon l'ONU Population, chiffres 2020, il y aurait actuellement un peu plus d'hommes que de femmes sur la terre (3,93 mia. contre 3,86), ou 101,7 hommes pour 100 femmes (105,3 en Chine et 98,4 en Suisse !). Même si les femmes vivent plus longtemps, il naît plus d'hommes que de femmes (107 pour 100).
3. Pays en développement, voir chap. 14
4. Expression qui désigne la pauvreté et la misère dans les pays riches.
5. Les porteurs de passeports suisses qui vivent à l'étranger (près de trois quarts de million).
6. Les emplois créés par les entreprises suisses à l'étranger : 2,6 millions en 2018 dont 853'000 dans l'UE.
7. Le continent de plastique ! Nom donné aux désormais 6 *gyres* (le dernier désigné ainsi est la mer Méditerranée) qui rassemblent le plastique déversé dans les océans.

8. A l'origine, les *Sept merveilles du monde* constituent les sept œuvres les plus remarquables du monde antique. La *huitième* ? D'aucuns disent le Machu Picchu. A moins que ce ne soit... vous ? Votre chat ? Darius Rochebin ? Angela Merkel ? La *neuvième* symphonie de Beethoven ? Ou... la *dixième* édition des Mondes Economiques ? ☺

ATELIER DE TRAVAIL

VRAI OU FAUX

1. **Vrai** La statistique Eurostat 2019 l'atteste. Mais des pays en dehors de l'UE, comme la Turquie, travaillent plus.
2. **Faux** Depuis 2006, c'est le secteur tertiaire qui occupe le plus de travailleurs.
3. **Faux** Les grèves sont rares mais la grande majorité des travailleurs disposent du droit de grève.
4. **Faux** A l'exception de FR (et du VS selon la saison), les cantons romands ont un taux supérieur à la moyenne CH.
5. **Vrai** Elle a atteint un sommet en 1997 (avec plus de 200'000 chômeurs) avant de redescendre très notablement.
6. **Faux** On compare le nombre de chômeurs à la population active (personnes en activité + chômeurs) du pays.
7. **Faux** C'est le chômage conjoncturel qui diminue à ce moment-là.
8. **Vrai** Seul un très faible pourcentage de chômeurs sont sans emploi en raison des délocalisations internationales.
9. **Faux** La tendance semblait irréversible. Ceci ne se vérifie plus (ou presque) depuis le début du XXI^e siècle.
10. **Vrai** Les employeurs sont aussi réunis sous forme de syndicats pour peser davantage en matière d'enjeux sociaux.

QUESTIONNAIRE

1. Les personnes actives employées dans les secteurs primaire et secondaire en Suisse, au début de l'année 2020, représentent moins d'un quart (env. 23%) du total de la population active (voir tableau au bas de la page 255).
2. Des journées de 10 à 15 heures, des semaines de 60 à 90 heures, parfois plus de 3500 heures de travail par année; c'était le capitalisme pur et dur dans toute son horreur !
3. Il y avait bien 190 millions de chômeurs officiels sur la planète. Mais, dans la majorité des pays en développement, il n'existe pas de structure venant en aide aux chômeurs ; c'est le règne de la débrouille. On estime qu'il y a sur terre un demi-milliard de personnes au chômage ou considérablement sous-employées, auxquelles on peut ajouter 400 millions de personnes qui survivent de petits jobs (indépendants et travailleurs familiaux).
4. Les conditions de travail et les salaires sont (quoi qu'on en dise) relativement acceptables, si on se donne la peine de comparer avec nos voisins. De plus, chez nous, on discute *avant* de se mettre en grève (paix du travail).
5. Jusqu'alors, le progrès technique a toujours soutenu et amplifié la rentabilité du travail de l'homme. On craint désormais que l'être humain soit purement et simplement remplacé dans un grand nombre de tâches. Les trois précédentes révolutions industrielles ont entraîné des mutations structurelles qui ont contraint la population active à changer de domaine d'activité. La révolution numérique qui s'annonce pourrait supprimer un grand nombre d'emplois dans le secteur tertiaire. Vers quelle activité s'orienteront alors les travailleurs remplacés par des outils d'intelligence artificielle ? Certains spécialistes pensent cependant que tout ceci se fera moins vite qu'on le craint.
6. $(107'000 \times 100) / (8'600'000 \times 55\%) =$ environ 2,3%. Situation approximative moyenne de la Suisse en 2019.
7. Nuls, ou presque ! Ils atténuent la souffrance, mais ne soignent pas le mal. Le travail est simplement réparti autrement et des indemnités permettent aux chômeurs d'espérer en des jours meilleurs.
8. Avec un revenu sensiblement amputé, les chômeurs baissent leur niveau de consommation. De ce fait, les commerces vendent moins et peuvent être contraints de mettre à leur tour des employés au chômage.
9. En travaillant plus, un pays devient plus compétitif et génère de ce fait plus d'emplois. Cette théorie s'oppose au partage du travail et à l'abaissement de la durée hebdomadaire du travail.
10. Quatre dossiers clients traités par jour dans une fiduciaire au lieu de trois précédemment.
Six visites de clients par jour pour un conseiller en assurances, au lieu des quatre habituelles.
Trois semaines pour établir le budget de l'entreprise, au lieu des cinq de l'année dernière, etc.

ATELIER DE TRAVAIL

A L'AISE AVEC LES CHIFFRES ?

1. 230 mia.	6. 3%
2. 40%	7. 190 mia.
3. 71 mia.	8. 27%
4. $\frac{2}{3}$	9. 2,3 mia.
5. 23 mia.	10. 23'000 mia.

QUESTIONNAIRE

1. Enseignement, prévoyance sociale et santé, et sécurité (police).
2. De très loin les impôts directs sur le revenu, la fortune et le capital.
3. Moins de rentrées fiscales d'une part et plus de dépenses sociales d'autre part (aide aux chômeurs, subsides pour paiement des assurances maladie, etc.). On peut y ajouter les coûts liés à une politique de relance de l'économie.
4. En principe, 60% du PIB. Cependant, avec des taux d'intérêt actuellement très bas, le niveau de dette « soutenable » pour la plupart des pays développés avoisine officieusement les 90, voire 100%.
5. La dégradation de la situation des finances publiques entre 1990 et 2005 avait suscité de nombreuses inquiétudes. Depuis, la situation s'est considérablement améliorée (dette à 27% du PIB en janvier 2020). Même si l'endettement remonte à 35% ou plus (effet virus), la situation restera... confortable.
6. La dette publique contraint une collectivité à payer des intérêts. Cet argent ne peut pas être mobilisé pour d'autres causes. Par ailleurs, il suffirait que les taux d'intérêt remontent quelque peu pour que la part des intérêts dans les dépenses des administrations publiques devienne extrêmement problématique.
7. Car il se couperait de toute possibilité d'emprunt sur le marché des capitaux ou de l'aide du FMI. Il lui serait alors impossible de payer ses fonctionnaires et d'assurer le versement des retraites. Emeutes sociales garanties. A l'époque, l'Etat occupait peu de fonctionnaires, qui ne touchaient pas de retraite.
8. Bien avant de relancer la croissance, ces politiques d'austérité ont avant tout créé une grande précarité pour une partie importante de la population (baisse des revenus, hausse des taxes et impôts, etc.). Le coût social de ces politiques dans les pays du sud de l'Europe est souvent dramatique.
9. Ueli Maurer, *grand argentier* fédéral (Département fédéral des finances) depuis le 1^{er} janvier 2016. Mi-2020 : VD Broulis – GE Fontanet – FR Godel – VS Schmidt – NE Kurth – JU Beuret – BE Simon
10. Le réchauffement climatique et le vieillissement de la population seront à moyen et plus long terme des fardeaux supplémentaires très préoccupants pour les finances publiques.

ATELIER DE TRAVAIL

TRAVAIL PRATIQUE

Union européenne	Voisins de l'UE avec frontière commune	Espace Schengen (26 pays)	Zone euro (19 pays)
1. Portugal	37. Turquie	1. Portugal	1. Portugal
2. Espagne	43. Russie	2. Espagne	2. Espagne
3. France	44. Biélorussie	3. France	3. France
4. Luxembourg	45. Ukraine	4. Luxembourg	4. Luxembourg
5. Belgique	46. Moldavie	5. Belgique	5. Belgique
6. Pays-Bas	47. Maroc*	6. Pays-Bas	6. Pays-Bas
7. Irlande	50. Bosnie	8. Suède	7. Irlande
8. Suède	51. Serbie	9. Finlande	9. Finlande
9. Finlande	52. Albanie	10. Danemark	11. Allemagne
10. Danemark	53. Macédoine du Nord	11. Allemagne	12. Autriche
11. Allemagne	55. Norvège	12. Autriche	13. Italie
12. Autriche	54. Monténégro	13. Italie	14. Grèce (2001)
13. Italie	56. Liechtenstein	14. Grèce	22. Slovénie (2007)
14. Grèce	57. Suisse	15. Estonie	24. Malte (2008)
15. Estonie		16. Lettonie	25. Chypre (2008)
16. Lettonie	Autres voisins	17. Lituanie	20. Slovaquie (2009)
17. Lituanie		18. Pologne	15. Estonie (2011)
18. Pologne	28. Angleterre	19. Tchéquie	16. Lettonie (2014)
19. Tchéquie	29. Libye	20. Slovaquie	17. Lituanie (2015)
20. Slovaquie	30. Egypte	21. Hongrie	
21. Hongrie	31. Israël	22. Slovénie	
22. Slovénie	32. Liban	24. Malte	
23. Croatie	33. Jordanie	55. Norvège	
24. Malte	34. Syrie	56. Liechtenstein	
25. Chypre	35. Arabie Saoudite	57. Suisse	
26. Roumanie	36. Irak	58. Islande	
27. Bulgarie	38. Iran		
	39. Azerbaïdjan		
Candidats à l'adhésion	40. Arménie	Villes des institutions européennes	Micro-Etats européens
	41. Géorgie		
37. Turquie	42. Kazakhstan	Bruxelles	Andorre
51. Serbie	48. Algérie	Strasbourg	Monaco
52. Albanie	49. Tunisie	Luxembourg	Saint-Marin
53. Macédoine du Nord	58. Islande	Francfort	Vatican
54. Monténégro	59. Turkménistan		

*** Remarque :**

Grâce à (ou à cause de, c'est selon) ses deux enclaves espagnoles – Ceuta (18,5 km² et 85'000 hab.) et Melilla (12,3 km² et 86'000 hab.) – le Maroc dispose de frontières communes avec l'Union européenne.

VRAI OU FAUX

1. **Faux** Les douze étoiles resteront ainsi.
2. **Vrai** Lors d'un célèbre discours à l'Université de Zurich.
3. **Faux** Ce fut aussi le cas de la Croatie en 2013.
4. **Faux** Le Royaume-Uni n'a jamais fait partie de la zone euro.
5. **Faux** Elus tous les 5 ans par les habitants de chaque pays lors des élections européennes (prochaines : 2024)
6. **Faux** Elle est largement supérieure (environ 35% de plus).
7. **Faux** ...ou disons très peu probable, au vu de l'état actuel des relations entre l'UE et la Turquie.
8. **Faux** Le Conseil européen réunit les chefs d'Etat et de gouvernement, en non les ministres.
9. **Faux** Le plus gros billet est de 500 €, toujours accepté, mais dont la production a cessé.
10. **Faux** Mais les fluctuations du dollar et de l'euro rapprochent parfois le PIB de l'UE de celui des Etats-Unis.
11. **Faux** D'autres pays neutres font partie de l'UE (Suède et Irlande, par exemple).
12. **Faux** Les contributeurs nets sont beaucoup moins nombreux (10 en 2018) que les bénéficiaires (18).

QUESTIONNAIRE

1. Le Royaume-Uni. Il rejoindra la Communauté en 1973, avant de décider de quitter l'UE le 23 juin 2016 (*Brexit*), avec une sortie enregistrée le 31 janvier 2020.
2. Huit d'entre eux sont des ex-membres de la zone d'influence soviétique en Europe de l'Est; deux sont des îles de la Méditerranée.
3. La plus grande partie est fournie par les contributions directes des pays membres. Le solde provient des droits de douane perçus sur les marchandises en provenance de pays en dehors de l'UE et de la TVA reversée par les Etats.
4. Quatre pays : la Norvège, l'Islande, le Liechtenstein et la Suisse. Le siège de l'AELE est à Genève.
5. La libre circulation du charbon et de l'acier a permis d'accélérer la reconstruction en Europe et d'assurer la paix. Les pays signataires ont alors décidé de faire de même avec toutes les marchandises, ainsi qu'avec les services, les personnes et les capitaux.
6. La Norvège, qui aurait pu entrer en 1995 avec la Finlande, la Suède et l'Autriche. Les Norvégiens, en raison de leur niveau de vie élevé (grâce au pétrole et à la pêche, notamment) ont décidé de rester en dehors de l'Union européenne.
7. La création de la CECA, de la CEE, de la CE puis enfin de l'Union européenne a assuré plus de 70 ans de paix sur un continent ravagé par 2000 ans de guerres; c'est le plus grand acquis de la construction européenne.
8. La Roumanie et la Bulgarie, pays qui auraient dû rentrer lors de l'élargissement de 2004. Ils ont dû patienter 3 ans de plus car l'UE a estimé que leur système judiciaire (impréparation et corruption) ne permettait pas leur adhésion.
9. La lettre *epsilon* de l'alphabet grec (€). Clin d'œil au berceau de la civilisation européenne. Les deux barres centrales sont signe de force et de stabilité, à l'image du dollar (\$) et du yen (¥). ¥€\$!!!
10. Car la Suisse a réussi, à sa petite échelle – et voici déjà plus d'un siècle et demi –, ce que l'UE est en train (tant bien que mal) de réaliser : unir des régions et des peuples distincts, harmoniser leur monnaie, supprimer les droits de douane, promouvoir la libre-circulation, etc. Par ailleurs, la Suisse se situe au centre du marché européen.
11. En menant des négociations bilatérales dès 1994 (processus qui semble d'ailleurs s'essouffler).
12. Le Royaume-Uni (livre sterling), la Suède (couronne suédoise) et le Danemark (couronne danoise).

ATELIER DE TRAVAIL

VRAI OU FAUX

1. **Faux** Elle s'explique principalement par une mauvaise répartition de la nourriture à disposition, par l'accroissement des conflits internes et par la pauvreté qui empêche les plus miséreux de se nourrir.
2. **Faux** Ce furent les « quatre dragons » (Taiwan, Corée du Sud, Hongkong et Singapour).
3. **Faux** Elle est le fait de grandes compagnies de l'agrobusiness mondial qui, généralement avec l'accord des gouvernements locaux, achètent massivement des terres et expulsent les paysans pauvres.
4. **Faux** La Suisse se situe dans la moyenne des pays développés (légèrement en-dessus en 2019).
5. **Faux** Le manque de diversité correspond à la définition de la malnutrition. La sous-alimentation désigne, elle, une quantité insuffisante de nourriture à disposition.

QUESTIONNAIRE

1. En 2020, 9% de la population mondiale (710 mio. d'hab.) se trouve sous le seuil de pauvreté fixé à \$ 1,90 par jour.
2. La croissance doit être durable et entraîner un véritable développement économique et social. Une forte croissance économique éphémère, due par exemple à une envolée des prix des matières premières, ne profitera qu'à quelques exportateurs ou dirigeants corrompus, mais n'entraînera aucun développement durable profitable à la population.
3. Elle pourrait créer autant de problèmes qu'elle n'en résoudrait. Sans compensation extérieure (par le gouvernement ou une ONG), le manque à gagner incite les enfants à accepter n'importe quelle tâche, parfois encore plus dangereuse ou dégradante (prostitution, vol), pour rapporter un peu d'argent à la maison, ou simplement survivre.
4. Les entomophages mangent les insectes... Il est probable qu'à moyen terme des animaux d'élevage (poissons notamment) soient alimentés par des protéines provenant des cultures d'insectes. Il n'est pas exclu que votre burger, votre muesli, votre barre protéinée contiennent prochainement de la poudre d'insectes !
5. Par comparaison avec le Tiers Etat qui rassemblait, sous l'Ancien Régime, ceux qui n'étaient ni du clergé ni de la noblesse, à savoir les pauvres, essentiellement les paysans. A l'origine, les pays du tiers monde se disaient alignés ni sur l'Est (communiste) ni sur l'Ouest (capitaliste) et se désignaient comme une *troisième* voie, d'où tiers-monde.

REPOSES COURTES

1. Pas tout à fait 14%, soit environ un adulte sur 7 dans le monde.
2. Environ un tiers (50 milliards de dollars contre 150, en 2019).
3. 11% de la population mondiale en 2016 (15% en 2009) ; une personne sur 9 souffre de sous-alimentation.
4. 25'000 directement et de 50'000 à 100'000 indirectement (corps affaiblis et achevés par d'autres maladies).
5. L'Afrique du Sud, suivie du Nigéria, puis de l'Egypte. Mais ces trois leaders souffrent eux-mêmes de graves problèmes économiques et se trouvent bien en mal de tirer l'économie du reste du continent.
6. Les cultures vivrières, par opposition aux cultures d'exportation.
7. Dans la deuxième partie du XIX^e siècle, lorsque l'école fut déclarée obligatoire.
8. L'optimisation fiscale. Cette pratique prive de revenus substantiels de nombreux pays pauvres producteurs de matières premières. Ou de nombreux pays européens grugés par une concurrence fiscale acharnée.

ATELIER DE TRAVAIL

VRAI OU FAUX

1. **Vrai** L'attitude américaine, les déboires de l'OMC et la montée du protectionnisme l'attestent.
2. **Faux** Après la Deuxième Guerre mondiale, en 1945.
3. **Faux** Ne pas confondre avec le FMI.
4. **Vrai** Genève accueille l'Office des Nations Unies le plus important après le siège de New York.
5. **Faux** Le G8 (ou G7) existe toujours, mais le G20, plus représentatif, lui a un peu volé la vedette.
6. **Vrai** Son siège est à Rome.
7. **Faux** Elle regroupe au contraire les pays les plus développés.
8. **Vrai** Toutes ces organisations participent au rayonnement de la Genève internationale.
9. **Faux** La Suisse n'est évidemment pas membre de l'UE.
10. **Vrai** La Suisse a refusé d'adhérer à l'EEE en 1992.
11. **Faux** 1 milliard pour le chocolat et... près de 100 milliards pour les médicaments !
12. **Faux** La Chine n'en fait pas partie. Le G8 symbolise le monde d'avant l'émergence des NPI.
13. **Vrai** C'est également notre principal fournisseur.
14. **Vrai** Derrière les Etats-Unis et la Chine, mais devant la Russie.
15. **Vrai** Il s'agit de petits avions, de rames de métro, de véhicules militaires, utilitaires ou agricoles.

QUESTIONNAIRE

1. La *division internationale du travail* ; elle génère des *chaînes de valeur mondiales*, processus par lequel un produit final est livré après assemblage de nombreux éléments produits dans des pays différents.
2. Pendant des dizaines d'années, la Suisse a accueilli, à Genève, le plus important Office des Nations Unies, après le siège mondial de New York, sans être membre elle-même de l'ONU ! Y avait pas l'feu au lac, mais quand même !
3. L'OMC a pour objectif de favoriser la liberté des échanges, par la réduction – voire la suppression – des obstacles douaniers. Les difficultés viennent des visions très divergentes qui existent entre des pays qui n'ont souvent pas les mêmes intérêts. La récente montée du protectionnisme complique sa mission axée sur le multilatéralisme.
4. 193 pays sont membres des Nations Unies. Statut d'observateur pour le Kosovo et la Palestine.
5. L'UE ambitionne (on y est loin !) de devenir une véritable union politique, économique et monétaire. L'AELE n'est qu'un accord de libre-échange de produits industriels, agricoles et maritimes sans ambitions politiques ou monétaires.
6. L'union fait la force ! Associer un maximum de pays pour multiplier les échanges et faire contrepoids à la puissance économique des Etats-Unis et de l'Asie. Idée émise au début des années 1990.
7. Le secteur textile a dominé les exportations de la Suisse jusqu'à la Seconde guerre mondiale. Ensuite, c'est l'industrie des machines qui symbolisa la vigueur de nos exportations. Depuis le début de ce siècle, c'est l'industrie chimique et surtout pharmaceutique qui tient le flambeau des exportations.
8. 1,7% et 1,5% (chiffres 2019), ce qui est remarquable pour un pays qui pèse démographiquement 0,11% !
9. Les grands gagnants de la mondialisation sont les pays développés et les pays émergents. Pour les pays les plus pauvres, la mondialisation n'a pas changé grand-chose. Elle a surtout accru les inégalités.
10. Elle se réduit sensiblement au fil des années, mais l'UE nous fournit encore 69,3% de nos importations de marchandises tout en nous achetant 51,2% de nos exportations (chiffres 2019).